

ST7 : Les appropriations méthodologiques d'internet dans la recherche sur des objets politiques

Jérémy Bouillet – UMR Pacte (Grenoble) & GRETS EDF R&D (Clamart)
Jeremy.bouillet@sciencespo-grenoble.fr

L'opinion publique en action : le Bulletin Board Online (BBOL) au croisement des logiques d'engagement, de publicité et de conflit sur les problèmes publics

Mots clés : Bulletin board online, formation de l'opinion, problème public, compétence politique, registres discursifs

1 La compétence et l'opinion du citoyen ordinaire

L'établissement d'un rapport entre compétence et citoyen ordinaire n'est pas nouveau. À propos de ses focus group menés au Chili, Alfredo Joignant écrit déjà en 2002 : « *la relation entre incompétence et rapport au politique ne se laisse pas appréhender facilement car, loin de décrire un cheminement mécanique vers le désintérêt, l'apathie ou l'indifférence, le rapport au politique peut receler ce que l'on peut appeler une compétence épisodique, par bribes, dont on connaît mal les logiques sociales et cognitives qui président à sa réactivation.* »¹ La proposition majeure des travaux les plus récents sur la question de la compétence² des citoyens consiste à moins penser ces derniers comme incompétents que capables d'interpréter, à leur manière, leur rapport au politique ; d'où la notion parfois mobilisée de « bricolage »³ ou d' « assemblage »⁴.

Mais la notion de compétence politique demeure largement équivoque. Son acception parfois réduite par la théorie du choix rationnel tend à supposer qu'un

¹ Joignant Alfredo, « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales de civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence de citoyen », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2-3, 2002, p. 247

² Citons par exemple le numéro spécial de la *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, 2007 consacré exclusivement à la compétence politique ou le programme de recherche COGNI à l'UMR Pacte de Grenoble sur la cognition et le raisonnement politique des citoyens.

³ Joignant Alfredo, « Compétence politique et bricolage », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, 2007, p. 799-817

⁴ La notion est toutefois plus souvent utilisée pour qualifier les énoncés discursifs publics, en amont de la réception par les citoyens ordinaires. Zittoun Philippe, « Entre définition et propagation des énoncés de solution », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°3, 2013, p. 625-646. Rumpala Yannick, « La “consommation durable” comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique*, vol. 59, n°5, 2009, p. 967-996

principe de rationalité régit les individus, leurs actions et leurs raisonnements. Dans le cadre de ce paradigme, c'est une conception incrémentale de la compétence qui prime, impliquant d'une part que tous les individus sont compétents – ou du moins la question de l'incompétence est réduite à celle d'une rationalité limitée ; d'autre part, que la compétence des citoyens dépend de la capacité à mobiliser une forme relativement universelle de rationalité. Pour paraphraser Herbert Simon, les individus ont toujours des raisons de penser ce qu'ils pensent et de faire ce qu'ils font. « L'électeur raisonnant »⁵ est ainsi substitué à l'électeur rationnel, actif (et fictif) de la théorie démocratique. Or, si cette approche prend bien en compte la première composante principale de la notion de compétence politique, elle a tendance à minimiser le rôle de la seconde⁶ : elle est certes un stock de connaissances, des savoirs inégalement et socialement partagés, mais elle est par ailleurs un processus de cognition non réductible à la seule notion de « performance »⁷. Ainsi, la compétence des citoyens, adossée au raisonnement politique, n'est pas donnée mais processuelle et dynamique, liée à la capacité à mobiliser des savoir-faire et des expériences variés⁸. Il s'agit donc, non seulement de ne pas réduire « *le politique au seul champ politique et la compétence à la connaissance des règles du jeu et des acteurs au sein de ce champ* »⁹, mais surtout d'être attentif à la mise en forme des raisonnements, aux (re)formulations multiples des opinions, ainsi qu'aux moyens mobilisés : capacité à élaborer un raisonnement en public, à monter en généralité, à modifier son point de vue et assumer ce changement, à tenir des discours sur l'intérêt général, etc.

De même que pour la notion de compétence, en termes d'analyse de l'opinion publique, une pratique intensive des sondages et une approche parfois superficielle de la notion d'opinion conduisent à penser cette dernière comme des objets atomisés et directement mesurables, pouvant être coupés du tissu social d'où ils émergent par le biais d'une opération d'agrégation. La métaphore de la photographie parfois utilisée pour parler d'opinion publique en permet une réduction commode : les individus ont des opinions qu'il suffit de bien savoir « prendre au vol ». Cette lecture mentaliste internalisée (l'opinion serait individuelle) et fixiste (l'opinion ne varierait pas) présente le sondage comme la seule manière de mesurer l'opinion. L'opinion

⁵ Popkin Samuel, *The Reasoning Voter : Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, University of Chicago press, Chicago, 1991. Selon Vincent Tiberj, cet électeur est ainsi la déclinaison politique de l'avare cognitif. Tiberj Vincent, « Compétence et repérage politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de "l'électeur raisonnant" », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°2, 2004, p. 261-287

⁶ Schemel Yves (dir.), *Le Raisonnement politique. Comment les citoyens justifient leurs choix ?*, Pacte, Grenoble, 2012

⁷ Kuklinski James, Quirk Paul, "Conceptual Foundations of Citizen Competence", *Political Behavior*, 23 (3), septembre 2001, p. 285-311

⁸ Talpin Julien, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatique de la compétence civique », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°1, février 2010

⁹ *Ibid.*, p. 93

publique est alors rabattue sur une « opinion sondée »¹⁰. L’outil quantitatif serait assimilé à un coup de sonde et l’opinion, préexistante, serait à pécher. Indéniablement, elle gagne en extension ce qu’elle perd en relief. Pourtant, qu’il s’agisse de certains travaux fondateurs de l’analyse de l’opinion – qui en soulignent dès l’origine le caractère labile ou qui témoignent du rôle de l’influence interpersonnelle dans sa formation¹¹ ; ou encore qu’il s’agisse des travaux récents¹² lié au « tournant délibératif »¹³, la recherche sur l’opinion publique a vu se renouveler certaines questions - quoique le nombre de sondages produits en série par les instituts spécialisés et leur large consommation par les institutions publiques et privées tend à montrer que la réification de l’opinion sondée n’est pas encore tout à fait acquise. Ces travaux permettent de replacer la question de l’opinion dans l’interconnexion des activités sociales. Les individus ne sont ainsi pas réduits à « avoir des opinions » mais témoignent d’un degré d’attention spécifique à un problème public, font dialoguer cette attention avec leurs connaissances, leur savoir-faire et leurs expériences, et justifient une certaine adhésion normative, ou s’avèrent au contraire prêts à rediscuter les termes du problème.

Dernier élément majeur de cadrage de ce travail : il s’agit de s’interroger sur la politique « ordinaire ». La théorie démocratique d’inspiration libérale a eu tendance à formaliser un citoyen rationnel, acteur actif de la *polis*. Or, la critique majeure de Pierre Bourdieu ou de Daniel Gaxie¹⁴ réside précisément dans l’idée selon laquelle les citoyens ordinaires sont en réalité très éloignés de la politique ou de l’économie. Ils font part des difficultés à se positionner dans l’espace politique et à situer les alternatives, leurs opinions sont instables et leurs attitudes sont faiblement structurées¹⁵. Un autre courant de recherche¹⁶ revient sur ces résultats et montre que les opinions sont moins fragiles que négociables ; les attitudes moins absentes qu’ambivalentes. Les principes de réponse et d’ambiguïté développés par John Zaller par exemple¹⁷ témoignent bien de l’intérêt à ne pas chercher à déceler les attitudes

¹⁰ Zask Joëlle, « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », *Pragmatismes*, n°15, 2008, p. 169-189

¹¹ Katz Elihu, Lazarsfeld Paul, *Influence personnelle*, Paris, Armand Colin, 2008

¹² Sniderman Paul, « Les Nouvelles perspectives de la recherche sur l’opinion publique », *Politix*, 1998, n°41, p. 123-175 ; Grunberg Gérard, Mayer Nonna et Sniderman Paul (dir.), *La Démocratie à l’épreuve*, Paris, Presse de Sciences Po, 2002

¹³ Blondiaux Loïc, Sintomer Yves, « L’impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p. 17-35

¹⁴ Bourdieu Pierre, « Question de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, 1977, p. 55-89 ; Gaxie Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978

¹⁵ Converse Philip E., « The Nature of Belief Systems in Mass Publics – 1964 », *Critical Review*, 18 (1-3), 2006, p. 1-74

¹⁶ Parfois appelé « constructionniste », en opposition au premier, paradigme « minimaliste ». Grunberg, Gérard, Mayer Nonna, Sniderman Paul (dir.), *La Démocratie à l’épreuve*, *op.cit.*

¹⁷ Zaller John, *Nature and Origins of Mass Public Opinion*, Cambridge University Press, New York, 1992

vraies et uniques des citoyens mais bien plutôt de se doter « *d'une machinerie conceptuelle susceptible de rendre compte de la diversité des sentiments que les gens peuvent développer à l'égard d'une question et, dans ces conditions, de l'information extrêmement limitée qu'ils fournissent en répondant aux questions de sondage.* »¹⁸ C'est dans le cadre de cette réflexion que s'inscrit le dispositif d'enquête décrit ici.

Car l'activité politique par excellence est « extraordinaire » en ce qu'elle porte sur les guerres, les crises, les élections, etc. ; autant d'épiphénomènes qui, en dépit de leur régularité, sont fortement investis symboliquement et surmédiatisés. Or, il s'agit ici de s'interroger sur les acteurs non spécialistes de cette activité politique, pris dans le faisceau de leurs activités routinières, leurs temporalités propres et leurs raisonnements quotidiens. Ces acteurs sont certes éloignés des relations symboliques saturées de l'arène politique mais ils n'en sont pas coupés. La question de l'ordinaire est donc moins ici celle du quotidien que celle du commun, de ce qui est mis en partage à travers les échanges sociaux. Nous rejoignons en cela la réflexion du pragmatisme de John Dewey ou de l'interactionnisme d'Erwin Goffman, et cherchons à comprendre comment la politique naît de ce socle de l'ordre social qu'est l'écologie des micro-événements ordinaires¹⁹.

Ce point théorique posé, le dispositif permettant de récolter les données empiriques relatives à ces questionnements reste à décrire, et ses capacités et ses limites à tester. Ce dispositif devait permettre de mettre à l'épreuve les compétences politiques des citoyens ordinaires en fonction des contextes de publication dans lesquels ils s'expriment, et, s'éloignant de la tendance atomiste des sondages d'opinion, devait tenir compte du rôle des interactions sociales dans la formulation ou reformulation des opinions. Le Bulletin Board Online (BBOL) a précisément été développé dans l'optique d'éviter cette réduction de l'opinion publique à l'opinion sondée. La première partie de ce travail consiste à décrire les modalités pratiques du dispositif d'enquête (2). alors que la deuxième se penche sur sa capacité à identifier une opinion publique sur un enjeu que les sondages disent pourtant sous-thématisés, voire parfois absente des préoccupations des citoyens ordinaires (3). Enfin, la troisième partie montre qu'il est particulièrement indiqué pour comprendre les logiques d'interaction sociale à l'œuvre dans la formation des opinions, renouvelant l'intérêt d'un rapprochement de la sociologie de l'opinion avec les approches interactionnistes dans un premier temps, et rhétoriques dans un second (4).

2 Le dispositif d'enquête

¹⁸ *Ibid.*, p. 228

¹⁹ Marie Jean-Louis, Dujardin Philippe, Balme Richard, *L'ordinaire, Mode d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, L'Harmattan, Paris, 2002

Mis en place à l'origine afin d'assurer le suivi d'une vingtaine de citoyens lors de la campagne présidentielle de 2012, il était supposé permettre la mesure des inflexions ou au contraire des renforcements d'opinion des individus sélectionnés au cours de trois moments distincts. Le dispositif a cependant rapidement évolué, étant au final moins bien calibré pour suivre les opinions dans le temps que pour placer les répondants sur des scènes à publicité variable. En pratique, le dispositif se présente comme un forum qualitatif en ligne. Son usage est assez répandu en marketing mais utilisé – à notre connaissance – pour la première fois en science politique.

Le premier, le BBOL présidentielle a permis de recruter 22 citoyens depuis un *access panel online* selon des critères classiques de diversité qualitative (âge, sexe, CSP, répartition géographique, diplôme, intérêt pour la politique) mais aussi selon un classement par valeurs politiques testé par ailleurs dans les enquêtes quantitatives du programme de recherche TriElec²⁰. Trois sessions ont donc été organisées sur 6 mois : 3 jours en novembre 2011, 6 en février 2012 et 6 en avril 2012, durant l'entre-deux tours. Il faut noter qu'en dépit de la durée de mobilisation des individus – étalée dans le temps mais alternant des épisodes intenses avec des périodes de démobilisation – seuls quatre abandons ont été notifiés. 1 369 interactions portent spécifiquement sur les questions d'énergie et d'environnement pour un total de 71 000 mots – l'équivalent de la moitié de *Madame Bovary*. Le second BBOL a été déployé auprès de 21 enquêtés au niveau régional (en PACA). Leur recrutement s'est effectué depuis une enquête quantitative en CATI. Ici encore, les critères de diversité qualitative s'appliquent. Toutefois, les individus n'ont pas été choisis d'après leurs valeurs politiques mais leur précodage en publics²¹. Une seule session de 10 jours a été organisée du 18 au 27 juin 2013 au cœur du débat national sur la transition énergétique (DNTE). Les pertes sont néanmoins beaucoup plus importante que pour le premier BBOL : sur 21 enquêtés recrutés, 7 restent inactifs, 4 moyennement actifs. Le dispositif produit 429 interactions pour 46 000 mots. Cet écart entre les deux BBOL pourrait tenir à l'effet contextuel de la campagne présidentielle dont le rôle d'entraînement à la discussion publique ne nous semble pas à négliger.

Ainsi, si le BBOL cherche à saisir les opinions des citoyens ordinaires dans leurs pratiques quotidiennes, il n'en reste pas moins attaché à son contexte. Or, la campagne présidentielle étant par nature un dispositif national de politique « extraordinaire », elle agit comme un outil de communication et de persuasion à grande échelle et sur une temporalité s'étendant à plusieurs mois. Par ailleurs, dans le cas du BBOL présidentielle, les questions d'énergie et d'environnement, quoique sous-thématisée par rapport à d'autres enjeux classiquement présentés comme

²⁰ <https://sites.google.com/a/iepg.fr/trielec/>

²¹ Nous ne développons pas ici la notion de public mais celle-ci s'inspire des travaux de Dewey, et leur lecture par Mathieu Brugidou. Voir notamment Brugidou Mathieu, *L'opinion et ses publics*, Presses de Science Po, Paris, 2008

saillants (pouvoir d'achat, crise, chômage, etc.), se situaient au croisement d'un cycle d'attention médiatique (certes fortement configuré par la question nucléaire²²) et de cristallisation partisane (notamment dans ses dimensions programmatiques) hérité du Grenelle de l'environnement²³. À la différence de la campagne présidentielle de 2007, les thématiques énergétiques et environnementales ont fait l'objet d'une politisation moins consensuelle avec un certain nombre de clivages partisans sur le nucléaire ou les tarifs sociaux de l'énergie, et d'un recodage en termes de *policies* à la faveur du feuilleton de l'alliance PS-EELV. Inversement, le BBOL Paca n'a pas profité de l'aubaine d'un débat national resté relativement confidentiel, neutralisant ainsi les effets de surchauffe symbolique. Il reste que la région PACA connaît des déséquilibres énergétiques importants et une situation d'insécurité dans l'approvisionnement électrique dont la permanence structure en partie, même si faiblement, la teneur de l'espace public local. Cette situation explique le demi-échec – ou demi-succès – du second dispositif.

Ainsi, à mi-chemin entre une démarche par entretiens semi-directifs et un focus group, le BBOL permet d'enrôler des citoyens ordinaires tout en contrôlant les variables lourdes portant sur la sociologie, les valeurs ou les territoires, mais aussi les thématiques abordées. Comme tout panel, il permet un suivi dans le temps de l'évolution des réactions des enquêtés. Mais surtout, il peut faire varier les scènes d'expression depuis un régime de publicité minimal (avec le seul modérateur du forum) à un régime de publicité augmenté où tous les enquêtés se parlent. Les citoyens passent ainsi régulièrement de la scène à la coulisse pour reprendre un vocabulaire goffmanien. Sur les scènes publiques, le dispositif permet donc aussi d'observer la formation de coalitions locales, leur caractère durable ou éphémère, général ou focalisé sur un sujet donné. Enfin, alors même que nous interrogeons les individus sur des enjeux qui ne paraissent jamais prioritaires dans les sondages, le BBOL permet de comprendre les registres discursifs mobilisés, leur pertinence dans un discours global, l'usage des expériences et savoir-faire personnels. Il ouvre ainsi une voix à une analyse de la compétence politique en termes de compétence discursive et linguistique, ainsi qu'à une lecture plus dynamique de l'opinion publique toujours en reformulation : sur certains problèmes publics, des pans de récits publics sont endossés sans discussion, alors que d'autres font l'objet de politisation, de jeux de (dé)codages idéologiques, etc. L'instrument met ainsi en lumière ce que le sondage réussit difficilement à faire : l'ajustement entre des prédispositions de long terme et des effets de cadrages et de contexte, ou des effets de controverse.

²² Brouard Sylvain *et al.*, « Un effet de campagne. Le déclin de l'opposition des français au nucléaire en 2011-2012 », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°6, 2013, p. 1051-1079

²³ Boy Daniel *et al.*, *Le Grenelle de l'environnement: Acteurs, discours, effets*, Armand Colin, Paris, 2012

Dans son principe, le BBOL peut donc être résumé ainsi : il s'agit d'un dispositif technique non neutre (ses propriétés endogènes ne sont pas sans conséquences sur son fonctionnement) qui permet la mise en relation de répondants dotés de dispositions plus ou moins intégrées (dimensions attitudinales, systèmes d'opinion, affects, position dans l'espace social, etc.) à travers un choix d'interactions réglées et contextualisées. Le dispositif est configuré de manière à mesurer trois dimensions : la valence d'un sujet donné, son degré de consensus ou de conflictualité, et son caractère stable ou non.

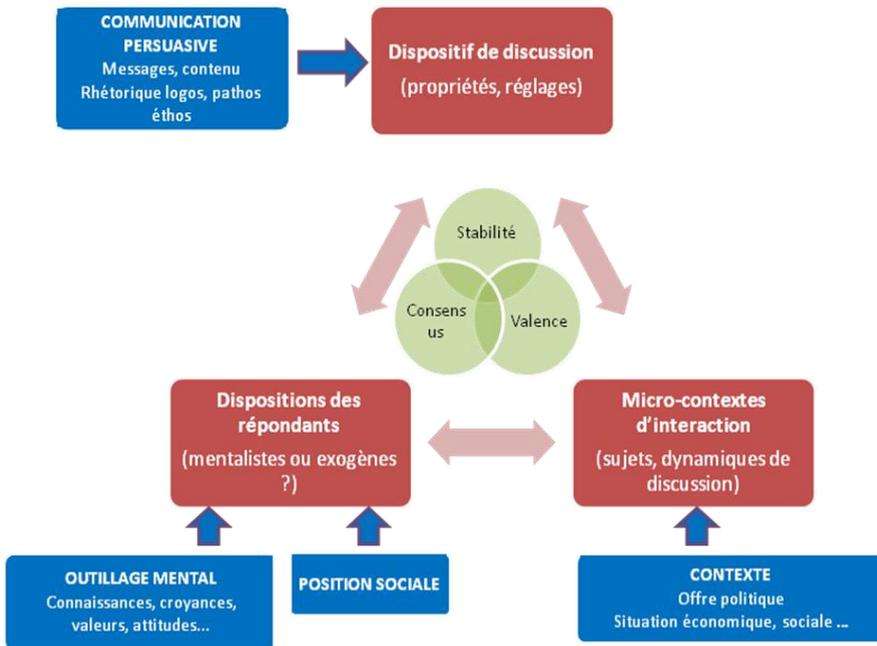


Figure 1. Schéma simplifié du fonctionnement du BBOL

3 L'opinion en récits et en scènes

Les questions énergétiques et environnementales sont rarement citées comme prioritaires dans la hiérarchie des enjeux des français. Dans la lignée de la fenêtre d'opportunité politique ouverte par le Grenelle de l'environnement et d'une forte présence médiatique²⁴, les questions d'énergie et d'environnement trouvaient encore,

²⁴ La lettre INA Stats n°27 « Les JT en campagne 2007/2012 : plus d'économie, moins d'écologie » (septembre 2012) montre deux écarts majeurs entre les deux dates : un gonflement des thèmes liés à l'économie (6% en 2007, 10% en 2012 soit 450 sujets de plus) autour de la TVA sociale, l'équilibre des finances publiques, la réduction de la dette, la perte du triple A, etc. d'une part ; d'autre part, un recul de 15% de sujets traitant de l'environnement (250 sujets en moins) alors même que le JT est la source principale d'information des français pour 72% d'entre eux (Cheveigné (de) Suzanne *et al.*,

en 2009 en région PACA, une place comme problème présent dans l'espace public *relayé par l'opinion*. Ainsi, sans n'avoir jamais été considérées comme les premières priorités pour la France par les habitants de PACA, 10% des individus interrogés les plaçaient en deuxième place et 18% en troisième en 2009. En 2013²⁵ en revanche, ces taux tombent respectivement à 7% et 7%. Au niveau national, les chiffres diffèrent peu. Quelque soit le BBOL considéré, l'analyse fait rapidement ressortir deux constats : (1). ces enjeux sont relativement bien perçus par les individus interrogés, du moins sont-ils enclins à en discuter. Mais leur traitement est largement secondaire au regard d'autres problèmes publics. (2). En apparence, les discours tenus sont peu conflictuels. Si l'on suit l'hypothèse de Florence Haegel et Sophie Duchesnes²⁶, l'absence de conflictualisation pourrait laisser penser que ces enjeux sont en réalité faiblement politisés.

Toutefois, le dispositif étant bien configuré pour recueillir les formats de politisation minimale, les enquêtés peuvent discuter des enjeux sans se sentir obligés de « tenir la scène » de ce qu'ils pensent attendu de leur rôle de citoyen. L'entrée par l'ordinaire – au sens ici de quotidien – s'est révélée efficace : les questions locales et domestiques, les expériences personnelles, la description des « petits gestes » ou encore un exercice d'imagination²⁷ permettent d'amorcer des raisonnements et des jugements davantage publics et plus « directement » politiques²⁸. Le BBOL permet d'abord de ne pas aborder les sujets énergétiques et environnementaux de front : il s'agit donc moins d'imposer des objets potentiellement légitimes d'interrogation que de favoriser leur émergence au sein du tissu des activités sociales décrites. Dans la phase avec le seul modérateur du forum, la discussion s'apparente au fonctionnement de l'entretien semi-directif. Une grille d'entretien standardisée permet l'ouverture d'un certain nombre de sujets dont les enquêtés s'emparent. L'interaction avec le modérateur est limitée à des demandes de précision, des relances en intention et en extension. Dans les phases davantage publiques, où tous les enquêtés voient et commentent les réponses des autres, le modérateur s'efface pour n'assurer que le bon fonctionnement du forum (rappel des règles de bienséance notamment).

L'environnement dans le JT : la construction médiatique et sa réception, rapport final Ademe - Afsset, décembre 2006).

²⁵ Données tirées de deux sondages menés en région PACA en 2009 et 2013 pour le compte d'EDF.

²⁶ Duchesnes Sophie, Haegel Florence, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54 n°6, 2004, p. 877-909

²⁷ De type décrire une habitation écologique idéale, son ambiance, ses équipements, ses habitants ou la nature des relations que ceux-ci entretiennent.

²⁸ Eliasoph Nina, "Political Culture and the Presentation of a Political Self: A Study of the Public Sphere in the Spirit of Erving Goffman", *Theory and Society*, Vol. 19, n°4, 1990, p. 465-494

Comme nous l'avons déjà montré par ailleurs²⁹, le corpus textuel généré par les BBOL peut être assez satisfaisant en termes de volume si le dispositif est modéré de manière dynamique. Une analyse de contenu classique peut être réalisée mais d'autres types d'analyse peuvent être sollicités. Le traitement des corpus par classification descendante hiérarchique puis analyse factorielle des correspondances permet par exemple de recomposer des classes de mots de manière formelle³⁰. La figure 2, projection des mots les plus contributifs aux deux premiers axes factoriels, fait ainsi ressortir l'existence de quatre récits relativement structurés sur les questions d'énergie et d'environnement. Décrivons rapidement l'ensemble. Celui du « croire » entretient un rapport assez étroit avec la vie politique. Dans le cadre du BBOL présidentielle, ce récit est habité par les personnalités politiques de la scène nationale, de grands événements fortement publicisés (catastrophe de Fukushima, Grenelle de l'environnement, etc.). Il s'agit du récit relatif à la campagne, aux programmes politiques et aux candidats. Dans le cadre du BBOL Paca, ce récit est moins important en volume mais toujours présent. Il fait écho, de manière lointaine, à la campagne présidentielle dans la mesure où il arrive qu'on y retrouve certains des éléments cités précédemment. Mais le BBOL étant configuré régionalement et dans un moment de routine de la vie politique, de nouveaux éléments apparaissent relatifs à l'action des pouvoirs locaux. Une critique technocratique prend notamment forme, qui aborde les contours du débat citoyen ou la force perçue comme trop importante de l'expertise technique, souvent privée. Le récit du « faire » émerge dans les deux types de BBOL : c'est un récit de la vie domestique où les questions de confort, de praticité et de cherté sont particulièrement présentes. L'eau et la lumière sont les acteurs majeurs des expériences quotidiennes. Ce récit surreprésente par ailleurs de nombreux verbes : installer, recycler, acheter, chauffer, éteindre, allumer, etc. Les pratiques routinières, la gestion familiale et ses dysfonctionnements sont régulièrement abordés. Troisième récit saillant qui émerge : celui du « devoir ». Il s'agit d'un discours très normatif tenu par une majorité des enquêtés : il rappelle les menaces potentielles qui pèsent sur les sociétés contemporaines, extrapole des conséquences pour les « générations futures » et invoque une responsabilité à l'action. Les questions morales sont fortement présentes dans ce discours et souvent imbriquées à certaines conceptions de la citoyenneté. Dernier récit rapidement esquissé ici, celui du « pouvoir ». Il s'apparente à un discours sur les solutions à apporter aux problèmes perçus. Il s'agit surtout du récit le moins homogène dans la mesure où il est socialement typé. Les CSP supérieures ont tendance à tenir un discours sur les bénéfices d'une mutation « verte » de l'économie avec des

²⁹ Bouillet Jérémie, « Les citoyens ordinaires face aux discours de l'énergie : l'appropriation d'un problème public », acte de colloque *La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ?*, SHS Web of conferences, volume 9, 2014

³⁰ Ce type d'analyse peut être réalisé par l'intermédiaire des logiciels Iramutech, Alceste ou du module Artémis sur R. Pour une introduction à la méthode voir par exemple : Reinert Max, « Classification descendante hiérarchique et analyse lexicale par contexte: application au corpus de poésies d'A. Rimbaud », *Bulletin de méthodologie sociologique*, 13, 1987, p. 53-90

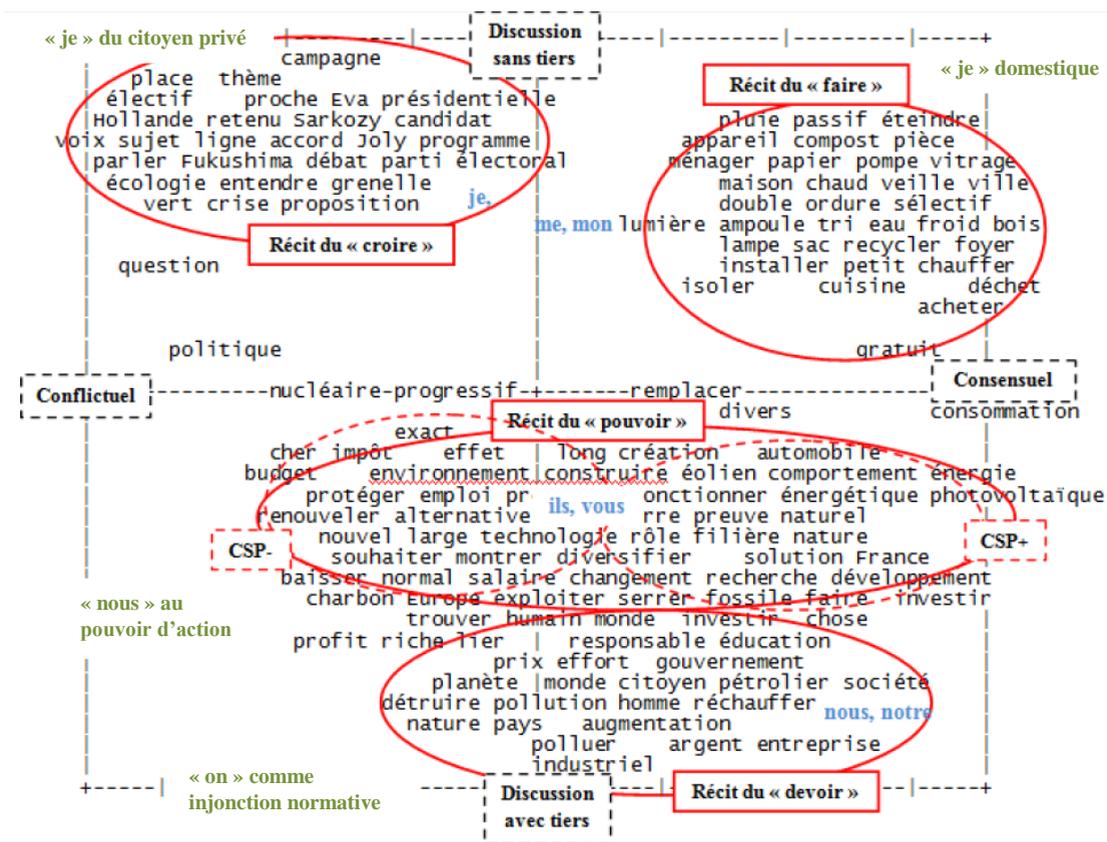


Figure 2. Projection factorielle des récits du BBOL présidentielle 2 & 3

investissements massifs dans les efforts de R&D, le développement de nouvelles filières technologiques et des emplois afférents ; l’effort collectif, autant pour les États que pour les entreprises, nécessaire mais positif qu’un glissement écologique pourrait entraîner. Inversement, pour les CSP inférieures les solutions sont vécues sur des modes nettement plus anxiogènes. Les questions d’augmentation des coûts de l’énergie se posent en termes de budget des ménages et celles des nouvelles filières en termes de perte d’emploi ou de réduction de salaire. Enfin, l’État est appelé à jouer un rôle de protection auprès de population qui se disent en situation de fragilité.

Par ailleurs, ces quatre récits se déploient autour de deux axes. Le premier axe factoriel, celui qui explique le plus de variance, peut être interprété comme un axe de conflictualité ressenti par les enquêtés. Le second axe factoriel correspond clairement à un axe de publicisation des enjeux. Ainsi, le récit du « faire » apparaît d’une part comme un récit très pacifié, consensuel et d’autre part comme un récit qui trouve difficilement sa place dans les scènes les plus publiques du BBOL. Il apparaît donc comme un récit à la fois privé et peu politisé. Inversement, le récit du « croire », qu’on peut rattacher à la dimension de *politics* des sciences politiques et qu’on

pourrait ainsi supposer inscrit dans un rapport public aux enjeux, est certes décrit comme très conflictuel par les enquêtés mais rarement utilisé en public. Quoique clivé et politisé, ce récit s'incarne dans un « je » citoyen très personnel, touchant à « ses » opinions : la majorité des enquêtés refuse ainsi de se mettre dans une situation de publicité telle qu'elle pourrait y « perdre la face »³¹. Ces deux récits s'opposent ainsi à un troisième bloc comportant les récits du « pouvoir » et du « devoir » : alors que le récit du « faire » est un discours du *domos*, celui du « croire » de politisation privée, les deux derniers sont des discours au cœur de la *polis*. Leur degré de conflictualité perçue peut varier – par exemple, en ce qui concerne celui du « pouvoir », selon les catégories socioprofessionnelles – mais ce sont des discours tenus et discutés en public. Ces récits s'incarnent davantage dans la collectivité d'où une surreprésentation des pronoms personnels « nous » ou « on » (quand le discours du « croire » surreprésente le « je »). Quoiqu'il ne s'agisse pas du propos ici, ces analyses peuvent ouvrir la voie à un questionnement sur le rôle de la stigmatisation et de la dénonciation en politique³². Bien qu'en pratique ce troisième bloc comporte des éléments discursifs allant du proto-politique au très politisé, en passant par l'injonction normative dont le questionnement est mal perçu, il s'inscrit clairement dans la construction collective d'un problème, c'est-à-dire l'identification de menaces, des victimes, de responsables et parfois de solutions.

Le dispositif nous semble ainsi bien calibré pour tenter de cerner les contours de l'opinion publique sur un sujet dont les sondages peinent à mesurer la teneur et le contenu. La richesse de l'élément textuel offre une analyse plus fine qu'une simple hiérarchie des enjeux prioritaires selon les français. Mais là où il se distingue des questions ouvertes c'est qu'il permet de placer les enquêtés sur des scènes à la publicité variable montrant ainsi l'existence d'un continuum entre des opinions faiblement publicisées et peu conflictuelles, à des opinions politisées mais maintenues volontairement dans un registre semi-privé, ou encore, à des opinions que l'on accepte de questionner publiquement et dont le degré de consensus varie parfois sensiblement. Par ailleurs, la répétition du BBOL sous divers régimes – moment de forte politisation ou au contraire de routine – permet de tester la validité des résultats en comparant les matériaux produits.

4 Tenir à son opinion : les logiques de conflit et de consensus

Autre force du dispositif d'enquête tel qu'il a été conçu, le BBOL, dans ses scènes publiques, permet d'observer la nature et la qualité des interactions entre tous les répondants. Qu'il s'agisse de celui mené lors de la campagne présidentielle ou en région PACA, ces scènes proposaient plusieurs fils de discussion consistant soit en

³¹ Goffman Erving, *Façons de parler*, Paris, Les éditions de Minuit, 1987

³² Brugidou Mathieu, « Stigmatisation et dénonciation : entre adhésion doxique et distance critique », Communication au Congrès de l'AFSP, Strasbourg, août 2011

une citation d'un enquêté tirée des moments « privés », soit une phrase inventée mais présentée comme venant d'un enquêté. L'ensemble des répondants était ensuite amené à critiquer, amender, conforter, etc. cette phrase. Il est arrivé à plusieurs reprises que certains identifient « leur » phrase – parfois à mauvais escient – pour s'en revendiquer et assumer publiquement leur point de vue ; inversement, certains commentaient sans en assumer la filiation.

Plusieurs travaux ont montré que les individus déploient des efforts parfois considérables pour éviter de parler politique. Les terrains d'enquête peuvent être ethnographiques comme dans le cas de Nina Eliasoph³³, ou sur la base de *focus group* comme pour l'ouvrage classique William Gamson³⁴ ou plus récemment les recherches de Sophie Duchenes³⁵. Des programmes de recherche récents s'attachent parallèlement à comprendre jusqu'à quel point les citoyens ordinaires tiennent à leurs opinions et quels éléments peuvent suffisamment interférer pour qu'ils changent d'avis, bien souvent en mobilisant des enquêtes quantitatives³⁶. Mais il est parfois difficile de calibrer le dispositif d'enquête de manière à inciter les enquêtés à « parler politique » dans des situations s'approchant suffisamment de la conversation ordinaire, et qui permettent dans le même temps de tenir compte des changements d'avis, des rôles des interactions et des savoir-faire discursifs et délibératifs de chacun. Le BBOL comporte ici certains avantages puisqu'il permet d'observer les informations échangées autant que la nature du système d'échange.

Nous n'entrerons pas dans le cadre de cette communication dans une discussion sur l'idéal conversationnel de la démocratie délibérative ou du modèle habermasien. Néanmoins, nous reprenons à notre compte le constat de Sophie Duchenes et de Florence Haegel³⁷ : ces modèles ont tendance à valoriser une vision largement pacifiée de la discussion politique. L'échange d'arguments s'y fait de manière rationnelle et équitable, légitimant le « meilleur » argument. Or, en réalité, la discussion, même menée sur un mode ordinaire, peut prendre des formes plus conflictuelles et politisées. Une telle approche s'enracine dans ce que disent les individus, davantage que dans un modèle philosophique *a priori*. Ce qui nous intéresse est donc leur manière de politiser ou tout au contraire de dépolitiser leurs propos, les moments ainsi que les modalités de (dé)politisation. Bien que ce constat

³³ Eliasoph Nina, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, Paris, 2010

³⁴ Gamson William, *Talking politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992

³⁵ Duchenes Sophie et al., *Citizens' reactions to European Integration Compared: Overlooking Europe*, Palgrave MacMillan, Basingtoke, 2013

³⁶ Le programme COGNI du laboratoire PACTE et l'ouvrage récapitulant ses résultats majeurs : Schemeil Yves (dir.), *Le Raisonnement politique. Comment les citoyens justifient leurs choix ?*, op. cit. Mais auparavant, l'enquête Démocratie 2000 menée par le CEVIPOF s'interrogeait également sur la nature, la force et la cohérence des convictions des agents ordinaires.

³⁷ Duchenes Sophie, Haegel Florence, « What political discussion means and how do the French and (French speaking) Belgians deal with it », *EPOP Conference*, Manchester, 2008

ait été fait sur les *focus group*³⁸, nous pouvons le reprendre dans le cadre du BBOL : l'analyse des "sensitive moments" peut tout autant nous renseigner que l'analyse de contenu. Il est important d'être attentif aux interactions multiples et à leurs effets sur la dynamique de la discussion. Dans notre cas, il est possible de réaliser une analyse assez fine sur les qualités des non-répondants pour comprendre si une logique sociale est à l'œuvre (retrouve-t-on, par exemple, certains des effets de dépossession liée à la situation sociale ?) ou de quantifier les écarts de volume de parole, la diversité et qualité du vocabulaire utilisé³⁹, mais nous nous contentons ici de reprendre les hypothèses formulées par Duschenes et Haegel sur la nature des interactions et des ressources lors d'échanges coopératifs, et conflictuels.

Les premiers sont décrits comme des échanges d'opinions : chacun est libre d'intervenir, et les opinions divergentes sont acceptées dans la mesure où un effort collectif est fait pour aller vers la compréhension de l'altérité. En termes de ressources, l'échange coopératif implique une capacité à mettre les choses en perspective – c'est-à-dire à penser la complexité et la variabilité des situations réelles –, ainsi qu'un rapport étroit à la factualité. Toujours selon l'analyse de Duschenes et Haegel, dans un rapport conflictuel, l'échange se traduit par la domination de quelques-uns, la création d'alliances, ainsi qu'une tendance à l'interprétation des points de vue des autres. Les ressources mobilités impliquent une tendance à généraliser et dichotomiser, de même qu'un recours fréquent aux expériences personnelles. La modalité d'échange conflictuelle est en cela aidée par le codage partisan dans lequel les individus peuvent trouver des schèmes discursifs légitimes.

L'usage des métadonnées du BBOL permet de voir qui dit quoi, à qui, et à quel moment. Les analyses de réseau sont donc bien indiquées pour traiter ces données. Il a suffi de recoder l'ensemble des interactions réalisées dans les scènes avec tiers publics en différentes modalités⁴⁰. Ici seules deux sont retenues : l'appui et le désaccord⁴¹. Les figures 3 et 4 résument ces réseaux de manière figurative. Des indicateurs simples donnent des résultats intéressants sur les réseaux de désaccords et

³⁸ Kitzinger Jenny, Farquhar Clare, "The analytical potential of 'sensitive moments' in focus group discussions", in Barbour Rita, Kitzinger Jenny (dir.), *Developing Focus Group Research: Politics, Theory and Practice*, Sage, Londres, 1999

³⁹ Bouillet Jérémy, Brugidou Mathieu, Moine Michèle, « Parler politique sur Internet. Les questions d'énergie et d'environnement dans la campagne présidentielle » in Gerstlé Jacques, Magni-Berton Raul (dir.), *2012, la campagne présidentielle*, L'Harmattan, Paris, 2014, p. 153-168

⁴⁰ Pour des raisons pratiques et de présentation, seuls les résultats du BBOL présidentielle (phases 2 et 3) sont analysés. Le BBOL Paca fera l'objet d'un traitement ultérieur mais les premières analyses montrent des résultats identiques.

⁴¹ Une troisième modalité, plus neutre, s'apparentant à un commentaire phatique doit encore l'objet d'un travail plus fourni. Car au-delà des échanges d'appuis et de désaccords, nous nous interrogeons sur l'existence d'échanges plus neutres de type contournement/évitement ou synthèse ? Dans ce cas, il conviendrait d'en identifier les modalités et les ressources.

d'appuis en ce qui concerne les hypothèses testées ici. Le réseau de désaccords est approximativement deux fois plus petit que celui des appuis avec respectivement 73 liens et 164, ce qui tendrait à appuyer l'idée qu'il est plus coûteux pour un individu participant au BBOL de montrer son désaccord qu'appuyer un avis. D'une manière générale, et pour reprendre la terminologie bien connue d'Hirschman, nous pouvons dire que la solution d'*exit* étant davantage coûteuse encore, le désaccord se traduit plus souvent par une solution de *silence* plutôt que de *voice*⁴². Il est plus facile de se taire que de montrer ses différences en cas de désaccord, d'autant que le BBOL est un dispositif d'échanges plutôt pacifié qui valorise peu le conflit. Mais surtout, la densité du réseau des désaccords est de 0,21 quand celle du second est de 0,48. Un réseau plus dense signifie un rapport du nombre de liens effectifs sur celui des liens théoriques plus grand. Le réseau des appuis utilise donc davantage son potentiel de liens entre tous les membres, ses membres communiquent davantage : le maillage de ce réseau est plus serré. Par ailleurs, un peu plus de 65% des chemins liant les individus de ce réseau ont une distance géodésique inférieure ou égale à 2 (ce n'est le cas que de 32% des chemins dans le réseau des désaccords). Ainsi, non seulement le réseau des appuis est plus dense mais les chemins qui lient les individus entre eux sont plus courts – pour des réseaux de diamètre ici équivalent.

Dans le réseau des désaccords, les mesures de centralité témoignent des rôles centraux d'un nombre restreint d'individus : Alain, Sylvie et Christophe pour la centralité *out-degree*⁴³ ; Alain, Sylvie et Daniel pour la centralité *in-degree*. Autrement dit, seuls Alain et Sylvie envoient et reçoivent plusieurs messages ; Christophe ressort pour son taux de réponse élevé aux commentaires des autres ; Daniel pour sa capacité à susciter des réponses par ses commentaires propres. La dynamique des désaccords tient donc à un petit groupe de personnes. Par contraste, le réseau d'appuis met en avant davantage de répondants : Sylvie, Valérie, Daniel, Nathalie envoient et reçoivent plusieurs messages ; Thomas et Elodie en envoient beaucoup ; Maxime et Alexandre en reçoivent beaucoup. La parole du réseau d'appuis est ainsi nettement moins privatisée. Lorsque les individus tendent à coopérer, l'échange est relativement distribué, et la parole partagée entre un nombre plus important d'entre eux.

Par ailleurs, la recherche d'équivalents structuraux au sein de ces deux réseaux⁴⁴ confirme ces tendances. Dans le réseau de désaccords, quatre blocs sont identifiés.

⁴² Bouillet Jérémy, *L'enquête COGNI. Retour sur les propriétés sociales d'un dispositif d'enquête*, mémoire de Master 2 PROGIS, sous la direction de Bernard Denni et d'Yves Schemeil, Sciences Po Grenoble, 2010

⁴³ La centralité *out-degree* correspond au nombre de liens qui partent de ces nœuds. Inversement, la centralité *in-degree* correspond au nombre de liens qui atteignent ces nœuds.

⁴⁴ L'algorithme Optimization a été préféré au CONCOR sur Ucinet. Nous ne développons pas la méthode employée mais l'idée générale est, sur la base de la notion d'équivalents structuraux, de regrouper dans les mêmes blocs les nœuds – c'est-à-dire ici les individus – ayant le même

Le premier composé d'Alain, de Valérie et Sylvie, c'est-à-dire d'enquêtés qui envoient et reçoivent de nombreux messages, et à tous. Le deuxième de Stéphanie, Marie et Céline, qui toutes reçoivent beaucoup de commentaires de la part du premier bloc, et en envoient au premier et troisième bloc. Daniel, Thomas et Christophe forment le troisième bloc qui commente moins qu'il ne se fait commenter, notamment par le premier bloc. Le dernier bloc est composé des restants, soit dix individus. Ces éléments tendent à confirmer une partie des hypothèses faites précédemment : les mêmes individus fondent des régimes d'interactions différents en fonction de la nature de ladite interaction. La logique de conflictualisation, qui se traduit dans le BBOL par des commentaires de désaccords, tend à marginaliser une partie considérable des répondants pour n'en placer que quelques-uns au cœur de la dynamique. Leur rôle n'est d'ailleurs pas identique : si Alain, Valérie et Sylvie privatisent la parole, les six autres cités sont davantage commentés que commentateurs – du moins sont-ils des commentateurs « mineurs ». Surtout, près de la moitié des répondants se trouvent à la marge du réseau. Incidemment, notons que ces « marginalisés » se trouvent être davantage les propriétaires que les locataires ; les gens montrant peu d'intérêt pour la politique en règle générale plutôt que ceux qui disent en avoir ; et les catégories socioprofessionnelles inférieures plutôt que les supérieures ou les inactifs. Cela recoupe une autre hypothèse formulée par Duchenes et Haegel selon laquelle la conflictualisation répond à une logique d'identification sociale.

Toutefois, cette analyse structurale appliquée au réseau d'appuis vient tempérer l'idée d'une répartition équitable de la parole lorsque les individus coopèrent. Ici encore, quatre blocs émergent. Le premier, le binôme Valérie et Daniel envoient et reçoivent des messages par tous, y compris par eux-mêmes. Le deuxième, le binôme Nathalie et Elodie, commentent et se fait également commenté – sauf par lui-même. Sylvie forme à elle-seule le troisième bloc ; elle est au centre du réseau avec une capacité à commenter et à l'être plus importante que n'importe quel autre répondant. Le quatrième bloc regroupe les restants qui, cette fois, ne se trouvent pas dans une position à la marge puisqu'ils échangent également avec les autres blocs, mais dans des proportions moindres que les deux premiers. Ainsi, si l'échange est mieux réparti, et le réseau plus dense, il reste que certains individus interviennent davantage que d'autres en produisant ou en étant le produit de flux plus importants. Ainsi, le jeu coopératif ne se défait pas d'une certaine forme de stratification qu'il conviendrait d'approfondir.

comportement. L'algorithme cherche donc à minimiser la variance intra-bloc sur la base des profils de liens des différents nœuds. Pour une description, voir : Hanneman Robert A. et Riddle Mark, *Introduction to social network methods*, Riverside, University of California, 2005, chapitre 13 : "Measures of similarity and structural equivalence".

Les résultats présentés ici sont relativement basiques au regard de ce que les analyses de réseaux sont aujourd'hui capables de produire. Néanmoins, ces indicateurs simples peuvent fournir des renseignements sur la nature des échanges lorsque des citoyens ordinaires discutent. Le BBOL apparaît comme un outil intéressant de ce point de vue également.

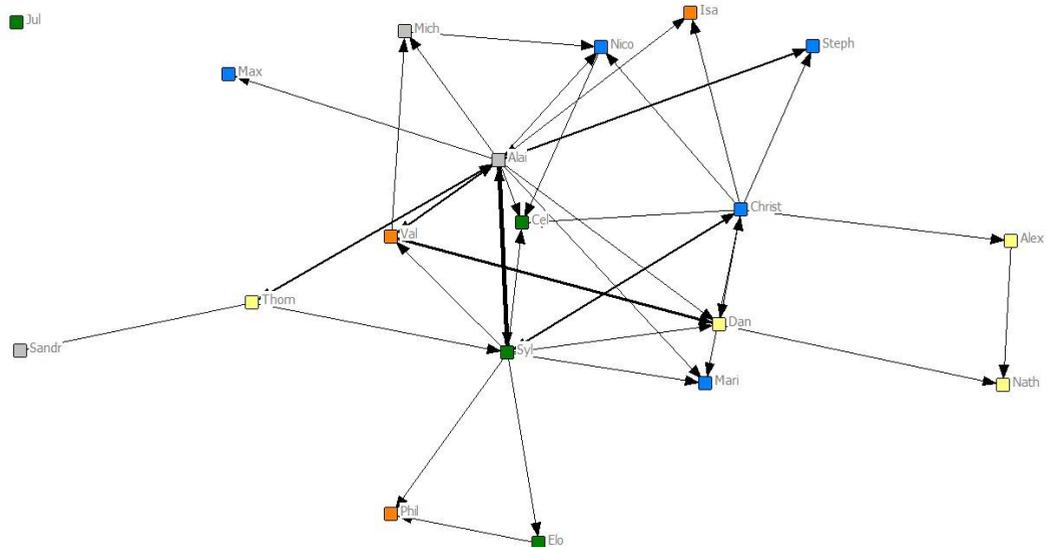


Figure 3. Projection du réseau de désaccords pour le BBOL présidentielle (2&3 valué)

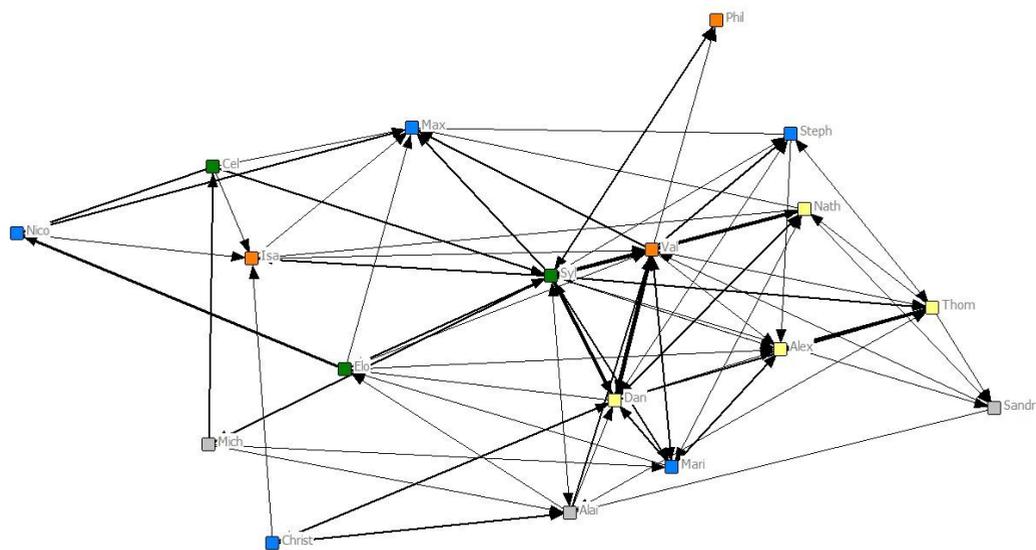


Figure 4. Projection du réseau d'appuis pour le BBOL présidentielle (2&3 valué)

5 Le BBOL pour une approche plus pragmatique de la compétence politique

Le dispositif décrit ici est relativement simple à mettre en œuvre, assez peu coûteux par rapport à un sondage d'opinion classique, et surtout, il embarque des possibilités d'analyse assez riches s'il est bien calibré. L'analyse des discours de l'énergie par exemple fait ressortir une richesse des opinions nettement plus élaborée que ce que les sondages illustrent habituellement. De fait, quatre récits majeurs semblent structurés dans l'espace public à ce jour sur les enjeux énergétiques ; quatre récits, souvent entremêlés, dont les modalités varient selon le degré de publicité dont ils font l'objet, et le degré de consensus. La force du dispositif est ici de montrer l'existence d'une opinion publique négociable, en interaction mais relativement stable, et surtout moins fixiste et internalisée que certaines lectures de l'opinion ne le laissent parfois entendre. En cela, il tend à reproduire certains aspects ordinaires de la vie sociale : les interactions que nous avons, les arguments que nous nous voyons opposer, les idées qui nous sont proposées, ne sont pas sans effet sur ce que nous pensons et la manière dont nous le formulons. C'est aussi la force de cet outil d'enquête que d'être attentif à ces interactions et de prendre en compte le caractère collectif de l'opinion publique. Il nous semble ainsi qu'il s'inscrit pleinement dans certains des questionnements actuels de la science politique autour de la compétence des citoyens – finalement bien loin des « idiots culturels » de Garfinkel – et de la politisation de certains enjeux.

6 Bibliographie

Blondiaux Loïc, Sintomer Yves, « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p. 17-35

Bouillet Jérémy, « Les citoyens ordinaires face aux discours de l'énergie : l'appropriation d'un problème public », acte de colloque *La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ?*, SHS Web of conferences, volume 9, 2014

Bouillet Jérémy, *L'enquête COGNI. Retour sur les propriétés sociales d'un dispositif d'enquête*, mémoire de Master 2 PROGIS, sous la direction de Bernard Denni et d'Yves Schemeil, Sciences Po Grenoble, 2010

Bouillet Jérémy, Brugidou Mathieu, Moine Michèle, « Parler politique sur Internet. Les questions d'énergie et d'environnement dans la campagne présidentielle » in Gerstlé Jacques, Magni-Berton Raul (dir.), *2012, la campagne présidentielle*, L'Harmattan, Paris, 2014, p. 153-168

Bourdieu Pierre, « Question de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, 1977, p. 55-89

Boy Daniel *et al.*, *Le Grenelle de l'environnement: Acteurs, discours, effets*, Armand Colin, Paris, 2012

Brouard Sylvain *et al.*, « Un effet de campagne. Le déclin de l'opposition des français au nucléaire en 2011-2012 », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°6, 2013, p. 1051-1079

Brugidou Mathieu, *L'opinion et ses publics*, Presses de Science Po, Paris, 2008

Brugidou Mathieu, « Stigmatisation et dénonciation : entre adhésion doxique et distance critique », Communication au Congrès de l'AFSP, Strasbourg, août 2011

Cheveigné (de) Suzanne *et al.*, *L'environnement dans le JT : la construction médiatique et sa réception*, rapport final Ademe - Afsset, décembre 2006

Converse Philip E., « The Nature of Belief Systems in Mass Publics – 1964 », *Critical Review*, 18 (1-3), 2006, p. 1-74

Duchesnes Sophie, Haegel Florence, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54 n°6, 2004, p. 877-909

Duchesnes Sophie, Haegel Florence, « What political discussion means and how do the French and (French speaking) Belgians deal with it », *EPOP Conference*, Manchester, 2008

Duchesnes Sophie *et al.*, *Citizens' reactions to European Integration Compared: Overlooking Europe*, Palgrave MacMillan, Basingtoke, 2013

Eliasoph Nina, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, Paris, 2010

Eliasoph Nina, « Political Culture and the Presentation of a Political Self: A Study of the Public Sphere in the Spirit of Erving Goffman », *Theory and Society*, Vol. 19, n°4, 1990, p. 465-494

Gamson William, *Talking politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992

Gaxie Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978

Goffman Erving, *Façons de parler*, Paris, Les éditions de Minuit, 1987

Grunberg Gérard, Mayer Nonna et Sniderman Paul (dir.), *La Démocratie à l'épreuve*, Paris, Presse de Sciences Po, 2002

Hanneman Robert A. et Riddle Mark, *Introduction to social network methods*, Riverside, University of California, 2005

Joignant Alfredo, « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales de civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence de citoyen », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2-3, 2002, p. 233-249

Joignant Alfredo, « Compétence politique et bricolage », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, 2007, p. 799-817

Katz Elihu, Lazarsfeld Paul, *Influence personnelle*, Paris, Armand Colin, 2008

Kitzinger Jenny, Farquhar Clare, “The analytical potential of ‘sensitive moments’ in focus group discussions”, in Barbour Rita, Kitzinger Jenny (dir.), *Developing Focus Group Research: Politics, Theory and Practice*, Sage, Londres, 1999

Kuklinski James, Quirk Paul, “Conceptual Foundations of Citizen Competence”, *Political Behavior*, 23 (3), septembre 2001, p. 285-311

Marie Jean-Louis, Dujardin Philippe, Balme Richard, *L'ordinaire, Mode d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, L'Harmattan, Paris, 2002

Popkin Samuel, *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, University of Chicago press, Chicago, 1991

Reinert Max, « Classification descendante hiérarchique et analyse lexicale par contexte: application au corpus de poésies d'A. Rimbaud », *Bulletin de méthodologie sociologique*, 13, 1987, p. 53-90

Rumpala Yannick, « La “consommation durable” comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation », *Revue française de science politique*, vol. 59, n°5, 2009, p. 967-996

Schemeil Yves (dir.), *Le Raisonnement politique. Comment les citoyens justifient leurs choix ?*, Pacte, Grenoble, 2012

Sniderman Paul, « Les Nouvelles perspectives de la recherche sur l'opinion publique », *Politix*, 1998, n°41, p. 123-175

Talpin Julien, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatique de la compétence civique », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°1, février 2010

Tiberj Vincent, « Compétence et repérage politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de “l'électeur raisonnant” », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°2, 2004, p. 261-287

Zaller John, *Nature and Origins of Mass Public Opinion*, Cambridge University Press, New York, 1992

Zask Joëlle, « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », *Pragmatismes*, n°15, 2008, p. 169-189

Zittoun Philippe, « Entre définition et propagation des énoncés de solution », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°3, 2013, p. 625-646